

Questions orales
LES FINANCES

LE PROJET DE RÉDUCTION DES PAIEMENTS DE TRANSFERT

L'hon. Robert L. Stanfield (Halifax): Ma question s'adresse au ministre des Finances. Il a déclaré hier qu'il n'essayerait plus de réduire les montants fixés en vertu des programmes établis que, de concert avec son collègue, le président du Conseil du Trésor, il devait appliquer pour retrancher quelque \$200 millions des paiements de transfert à verser aux provinces et puisqu'il a renoncé au pourcentage qu'il devait retirer des programmes établis, prévoit-il maintenant de retrancher moins que les 220 millions de dollars initialement prévus ou comblera-t-il cette différence par d'autres moyens, et pourrait-il nous préciser quel sera le montant de la réduction et à quelles sources il va puiser la différence?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, j'ai répondu à cette question hier lorsque j'ai dit que nous avons décidé de remettre à plus tard deux programmes, et d'apporter quelques changements à la formule de péréquation. Ainsi, nous aurons par ces programmes réussi à économiser la somme d'argent que nous nous étions proposé d'épargner lors de la publication de nos conclusions le 8 septembre dernier.

[Traduction]

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'aimerais bien que le ministre me donne une réponse simple et catégorique. A la suite de ce qu'il a dit hier, je voudrais qu'il me dise très franchement, s'il va réduire cette épargne de 220 millions de dollars qu'il avait prévue ou s'il la garde au même niveau par un autre moyen. C'est une question très simple. Je ne veux pas savoir s'il peut se montrer aussi souple que le ministre des Transports; pourrait-il se contenter de répondre honnêtement à cette question?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de réduire le montant de 220 millions de dollars mentionné.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

LE REMBOURSEMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU—
L'APPLICATION DE LA MESURE À L'ALBERTA

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, le président du Conseil du Trésor a annoncé il y a quelque temps que dans le cadre des restrictions de dépenses proposées par le gouvernement on abrogerait la loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique. Je voudrais poser ma question au premier ministre au sujet de cette loi. A-t-il obtenu l'appui du ministre de l'Industrie et du Commerce relativement à cette mesure particulière pour autant qu'elle s'applique à l'Alberta?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur . . .

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au premier ministre.

[M. Chrétien.]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Vous auriez été bien aimable de préciser que vous posiez votre question au premier ministre plutôt qu'au ministre des Finances.

Des voix: C'est ce qu'il a fait.

M. Chrétien: On a discuté de cette question la semaine dernière à la réunion des ministres des Finances. J'ai l'intention d'en parler à la réunion du cabinet demain et de vous donner une réponse avant la fin de la semaine, comme je l'ai promis au gouvernement de l'Alberta.

LE CHÔMAGE À SUDBURY (ONT.)

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Étant donné que la population du bassin de Sudbury est victime d'un taux de chômage très prononcé de 11.1 p. 100, d'après les statistiques du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, et étant donné que le gouvernement a annoncé qu'il va édifier un centre de traitement de données fiscales dont la construction commencera au cours de l'automne; et compte tenu du fait qu'à cause du programme de restrictions budgétaires cette construction a maintenant été reportée jusqu'à l'année prochaine ou même peut-être à une date ultérieure, qu'il sévit un taux de chômage très élevé parmi les hommes de métier dans le bassin de Sudbury et qu'il est possible qu'il existe un étroit rapport entre le taux de criminalité et le taux de chômage, le président du Conseil du Trésor qui a disposé de cinq jours pour réétudier cette décision peut-il dire à la Chambre et à la population du bassin de Sudbury qu'il est disposé à suspendre l'application du programme d'austérité relativement à la construction du centre de traitement de données fiscales?

M. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): J'ai donné l'autre jour un réponse à l'honorable député à ce sujet et cette réponse tient toujours. Mes collègues, le ministre des Travaux publics ainsi que le ministre du Revenu national et moi-même étudions cette question et je ne puis donner au député aucune garantie de ce genre pour le moment.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, ma dernière question supplémentaire s'adresse encore au président du Conseil du Trésor. Compte tenu du fait que le gouvernement a récemment été en mesure de trouver 25 millions de dollars pour racheter à Air Canada la compagnie Nordair—probablement à la suite de nombreuses pressions exercées sur lui par les provinces, etc.—le président du Conseil du Trésor peut-il donner l'assurance à la Chambre qu'il va réexaminer de manière aussi détaillée que possible les priorités de son budget afin de parvenir à des arrangements financiers permettant de trouver les 10 millions de dollars nécessaires pour entreprendre la construction de ce projet capital pour le bassin de Sudbury et mettre ainsi un terme à ses tergiversations.

M. Andras: Quand sera publié le mode de financement retenu pour le rachat de Nordair chacun comprendra alors qu'il n'entre absolument pas dans la même catégorie. La réponse que j'ai donnée au député concernant l'intérêt que nous portons pour le problème du chômage dans le bassin de Sudbury et dans le nord ontarien est également reprise à son compte par un membre illustre de cette Chambre, monsieur l'Orateur en personne, qui représente Sudbury et vous pouvez être assuré que cette question reçoit tout l'intérêt qu'elle mérite.